

10 janvier 2018 - [Seul le prononcé fait foi](#)

[Télécharger le .pdf](#)

# Transcription de la déclaration conjointe d'Emmanuel Macron et des Chefs d'État et de Gouvernement du Med7 à Rome

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI.

*Rome – Mercredi 10 janvier 2018*

Merci beaucoup Monsieur le Président du Conseil italien, cher Paolo, de nous inviter dans ce lieu sublime de la Villa Madama et nous accueillir à Rome pour ce 4e sommet des pays méditerranéens de l'Union européenne ; c'est pour moi le premier. Et je veux aussi remercier Nikos ANASTASIADIS d'avoir relancé cette belle idée. J'ai compris que nous avons donc des perspectives d'ici au plus tard la mi-mars.

Deux collègues ont parfaitement retranscrit le contenu de nos discussions et de ce qui est d'ailleurs reflété par [le communiqué de presse](#) ; je veux dire avant tout qu'il y a une communauté de vue très forte entre les pays ici présents. Elle s'explique par la communauté d'histoire, de destins, de géographie, et je pense qu'il faut assumer cette géographie méditerranéenne au sein de l'Union européenne, et que celle-ci n'est pas un format concurrent à d'autres mais profondément complémentaire.

Nous avons les uns et les autres des discussions avec plusieurs autres États membres, les uns et les autres, récemment avec le groupe dit de Visegrad pour Paolo lors du dernier Conseil - je l'avais fait en juin - ou des contacts hebdomadaires avec la Chancellerie ; nous aurons dans quelques semaines une rencontre dans un autre format avec Antonio COSTA et Mariano RAJOY sur les questions des interconnexions électriques, mais ce format du MED7 est très cohérent et nous permet d'apporter une vue complémentaire et de créer des convergences.

Je veux voir trois convergences qui sont reflétées dans notre communiqué conjoint. Le premier sur le plan d'une Europe plus démocratique, puisque nous sommes tous d'accord pour dire que nous avons besoin de relancer cet exercice : j'avais modestement proposé des consultations citoyennes. J'ai bien noté aussi la grande vigilance qu'avaient plusieurs de mes collègues et qu'a exprimé en particulier Joseph tout à l'heure, que ces consultations ne soient pas trop convenues. Et donc il est très important que ces consultations citoyennes, nous soyons collectivement vigilants pour s'assurer qu'elles vont permettre des débats démocratiques sur la base d'un cahier des charges qu'on va finaliser avec le président TUSK, dans toutes les régions, tous les endroits de nos pays, de manière je dirais structurée, y compris ceux qui doutent le plus de l'Europe. Parce qu'on a besoin de raviver ce débat, de faire naître les questions les plus structurantes et de préparer la stratégie qui est la nôtre. Et c'est en termes de modus operandi un des moyens de construire cette refondation européenne dont nous avons besoin et qu'évoquait Paolo, parce que nous avons aujourd'hui - je crois - un moment de la vie de l'Europe qui nous le permet. Il ne faut renoncer à aucune de nos ambitions.

Nous avons ensuite une vraie convergence de vues en matière de migration. Ça a été parfaitement rappelé. Nous avons des défis multiples ; il y a derrière ces pupitres plusieurs catégories de pays. Il y a des pays d'entrée dans l'Union européenne, soit par la route dite de Méditerranée centrale ou de Méditerranée orientale ou occidentale, soit des pays en second rang comme l'est aujourd'hui la France. Ce qui implique de beaucoup mieux gérer nos éléments de solidarité, notre organisation commune.

Je crois que nous sommes tous d'accord pour dire qu'on a besoin de renforcer les éléments de solidarité pour mieux protéger nos frontières, aller vers une gestion commune de l'asile à terme mais déjà harmoniser nos règles ; répondre très rapidement aux incohérences du règlement dit de Dublin et permettre donc de à la fois mieux protéger nos frontières et mieux gérer les flux.

C'est l'objectif des 7 textes qui sont en cours de discussion que nous voulons finaliser dans le semestre qui vient, avec l'objectif de donner corps à cette plus grande solidarité et de permettre une meilleure gestion et prévention des flux migratoires.

Enfin, quand il s'agit de l'Union économique et monétaire de la zone euro, nous avons là aussi une vraie proximité de vues et le texte, je crois, reflète une véritable ambition qui est pour moi l'un des éléments clés, tout à la fois de la souveraineté européenne et d'une Europe plus unie, plus convergente.

J'ai beaucoup insisté sur ce point dans les annonces, les propositions que j'avais faites à la Sorbonne et nous avons là une vraie convergence de vues pour avancer, d'abord vers la finalisation de l'union bancaire, ensuite pour aller vers une véritable union budgétaire dont il faut définir les modalités ; nous avons commencé à en parler ce soir et il faut en convaincre tous nos partenaires parce que nous avons besoin de parachever une vraie union de financement qui permettra plus de croissance en Europe, plus de solidarité et une meilleure coordination de nos politiques économiques, ce dont nous avons parfois manqué dans la période récente et surtout dans le traitement de la crise ; et plusieurs pays ici présents ont eu à en subir les conséquences directes.

Et en rappelant aussi nos ambitions sociales dans le texte qui est le nôtre, je crois ce lien fondamental qui existe entre une Europe qui investit davantage, qui crée des mécanismes pertinents pour répondre à sa souveraineté économique et qui doit aussi construire les éléments de solidarité sociale.

Nous avons donc amorcé toutes ces discussions, nous allons poursuivre après cette conférence commune avec la perspective de préparer les débats de février - en particulier sur les perspectives financières - de préparer aussi nos débats du mois de mars où nous aurons un sommet de la zone euro, et je m'en félicite, le 19 mars, parce que c'est un rendez-vous important.

Nous avons parfois des différences, des divergences, on en a par exemple sur les sujets de fiscalité, mais nous avons acté de travailler ensemble pour mieux comprendre justement nos positions et essayer de construire un consensus sur cette base, parce que je pense que sur le sujet par exemple de la fiscalité du numérique et de la fiscalité au sein de l'Union, si nous n'arrivons pas à construire des éléments de convergence et de bonne compréhension en format MED7, il y a peu de chances que nous arrivions à aller beaucoup plus loin en format à 27.

Donc je crois que cette réunion est, comme mes deux collègues viennent de le dire, très utile : elle a permis des avancées concrètes, en particulier sur les 3 sujets que je viens de refléter, et elle nous permettra dans un instant de poursuivre la discussion sur l'investissement, le budget, la politique commerciale et tous les autres sujets d'intérêt conjoint.